



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Départementale de Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 608 Du 11 SEP. 2017

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société **SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES SAS**

Commune de **MONTBARD** (21500)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6 à L171-8, L172-1 et suivants, L181-14, L181-16, L511-1, L512-1, L512-5, L514-5, L514-6 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié du 21 décembre 2006 modifié portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport de constatations de l'Inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 3 décembre 2015 ;
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées constitué par la fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection référence Fbo/MB_17_1079 relatif à la visite d'inspection du 12 mai 2017 ;
- VU** L'absence de réponse de l'exploitant

CONSIDÉRANT¹ les dispositions de l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT¹ que les mesures prises par SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES SAS ne sont pas conformes aux dispositions de cet article et ne sont pas suffisamment robustes vis à vis de potentiels actes de malveillances pouvant affecter la sécurité du personnel ou la sécurité publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

¹ Des précisions relatives aux considérations sont apportées dans une annexe confidentielle au présent arrêté.

ARRETE

Article 1^{er} : mise en demeure

La société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES SAS, dont le siège est situé Route de Semur à MONTBARD (21500), exploitant une installation de fabrication de tubes en acier inoxydable à la même adresse, est mise en demeure de respecter sous trois mois les dispositions de l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 modifié. L'alinéa visé est précisé dans une annexe confidentielle au présent arrêté.

Article 2 : sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans le même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : exécution

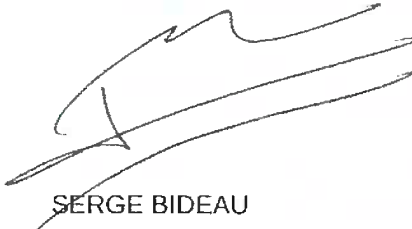
Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par la voie administrative au Directeur de la société SALZGITTER MANNESMANN STAINLESS TUBES SAS.

Compte-tenu du caractère sensible vis à vis de la sûreté du site du présent arrêté, celui-ci est classé confidentiel et aucune mesure de publicité n'est prévue. Une copie de l'arrêté sera adressée sous pli confidentiel aux :

- Secrétaire Général de la Préfecture
- Responsable de l'Unité Départementale Côte d'Or de la DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE,

Fait à Dijon, le **11 SEP. 2017**

La Préfète
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général,



SERGE BIDEAU

Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, en charge des relations internationales sur le climat d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).